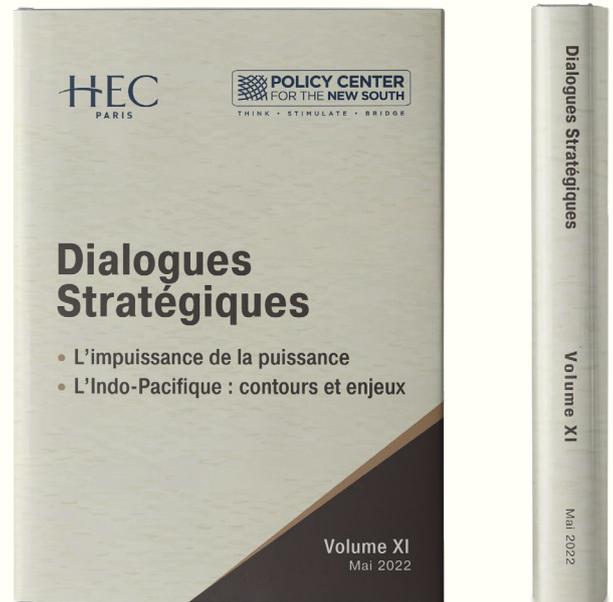


VOLUME XI

Dialogues Stratégiques

- L'impuissance de la puissance
- L'Indo-Pacifique : contours et enjeux



Les Dialogues stratégiques, une collaboration entre le HEC Center for Geopolitics et le Policy Center for the New South représentent une plateforme d'analyse et d'échange biannuelle réunissant des experts, des praticiens, des décideurs politiques ainsi que le monde universitaire et les médias au service d'une réflexion critique et approfondie sur les tendances politiques mondiales et les grandes questions d'importance commune pour l'Europe et l'Afrique.

Cette publication est issue de la 11^{ème} édition qui s'est tenue le 29 octobre 2021 et comprend l'ensemble des contributions qui furent présentées, discutées et enrichies à l'occasion de la rencontre autour des deux thématiques : « L'impuissance de la puissance » et « L'Indo-Pacifique : contours et enjeux ».

PARTIE I : L'IMPUISSANCE DE LA PUISSANCE

I : L'Afghanistan, un sanctuaire pour les djihadistes ?

Chapitre 1 : De l'Irak à l'Afghanistan : l'impuissance de la puissance

Pascal Chaigneau

Alors que le 30 août dernier, les Etats-Unis évacuaient leurs dernières troupes mettant ainsi fin à 20 ans de guerre en Afghanistan tandis que les Talibans prenaient le pouvoir à Kaboul, se posait avec une particulière acuité, la problématique et ce, après deux décennies d'efforts militaires, de l'impuissance de la première puissance mondiale. L'Irak est considéré comme le principal bénéficiaire des leçons tirées par Washington de cette erreur stratégique. Il est donc indéniable que la faute politique commise par les Etats-Unis a été d'opérer un désengagement massif d'Irak en décembre 2010 sans y avoir obtenu au préalable la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Un peu partout dans le monde, les conflits tels que celui en Libye, au Sahel ou encore au Yémen sont donc révélateurs de l'impuissance de grands acteurs. Au-delà de ces exemples, l'Afghanistan est véritablement devenu le cas d'école de l'impuissance de la puissance.

Chapitre 2 : Les possibles conséquences de l'Afghanistan sur la bande Sahélo-saharienne

Olivier Tramond

Depuis la chute de la capitale Afghane, des voix s'élèvent en effet au Sahel pour que les leçons de l'échec occidental soient tirées. Car, comme en Afghanistan, l'intervention occidentale y échoue à mettre fin à l'insurrection djihadiste sans cesse croissante. Les chefs djihadistes au Sahel (notamment Iyad Ag Ghali, chef du GSIM, la branche sahélienne d'Al-Qaïda) crient victoire lors de la prise de Kaboul mi-août 2021, vantant le combat victorieux des Talibans. Mais le Mali n'est pas l'Afghanistan. Malgré des analogies, ce rapprochement entre les pays du fait de l'implication des Occidentaux relève plus du champ des perceptions que d'un effet géopolitique réel. Parce que les deux conflits et théâtres des opérations, sont différents et éloignés.

Chapitre 3 : La guerre : échec de la puissance militaire

Abdelhak Bassou

Au moment où les troupes russes envahissent l'Ukraine, le rapport des forces est de manière écrasante en faveur de la Russie. Sur le papier, l'armée ukrainienne ne devait résister que quelques jours avant de capituler devant l'armada russe. Un armistice devait normalement être signé dans les dix premiers jours, permettant à la Russie, deuxième plus grande armée du monde, de substituer au régime ukrainien, un gouvernement pro-russe. Les intentions du président Poutine de clore très rapidement ce dossier ressortent du nom de baptême qu'il donne à son action. Il ne la qualifie pas de guerre, mais de simple opération militaire. En langage clair, le président russe, confiait à une partie de son armée une mission ponctuelle dont le déroulement est maîtrisé dans le temps et dans l'espace. Le président russe sait qu'une guerre est une entreprise dont on peut décider du déclenchement mais pas de la fin ; et il opte pour une simple opération militaire dont il est censé connaître les donnants et aboutissants. Le président Poutine s'était, peut-être, exagérément fié à une lecture sur le papier des rapports de forces entre les deux pays ; lecture démentie sur le terrain par la nouvelle nature des guerres. Celles-ci ne sont plus ni gagnées ni perdues et n'admettent plus ni vainqueur ni vaincu. La dimension de l'armée n'est plus synonyme de victoire comme la faiblesse n'est plus synonyme de défaite. Après des semaines de combats, le nain ukrainien oblige le géant russe à refaire ses calculs, à réviser ses plans et à revoir à la baisse les ambitions d'une opération militaire qui s'est transformé en véritable enlisement dans la guerre.

Chapitre 4 : L'Afghanistan, un sanctuaire pour les djihadistes ? Les dangers pour l'Inde du désengagement d'Afghanistan

Rodolphe Monnet

L'Inde et l'Afghanistan entretiennent des relations solides fondées sur une histoire commune et des liens culturels profonds. Les relations entre les peuples afghan et indien remontent à la civilisation de la vallée de l'Indus. Dans un passé plus récent, l'Inde a soutenu la République Démocratique d'Afghanistan alors soutenue par leur allié commun, l'URSS. Dans les années 90, New Delhi soutient l'Alliance du Nord et le fera, encore, après l'offensive américaine de 2001 en fournissant un support militaire et de renseignement. Ce soutien contre le régime des talibans n'est pas étonnant compte tenu des liens que ces derniers entretenaient avec le Pakistan et des possibles infiltrations d'insurgés talibans à

la frontière indo-pakistanaise et au Cachemire indien. C'est la raison pour laquelle, l'Inde a toujours apporté un soutien à tous moyens permettant de contrer, sinon endiguer, l'émergence d'un régime taliban. Eu égard à son histoire commune, à la présence du Pakistan entre eux et aux risques sécuritaires d'une zone de non droit à la frontière Afghano-pakistanaise, l'Inde et l'Afghanistan ont donc entretenu des relations très cordiales, très récemment, renforcées par un partenariat stratégique, signé en Octobre 2011. Ce partenariat prévoit une assistance indienne pour aider à la reconstruction des infrastructures et des institutions afghanes, l'éducation et l'assistance technique pour reconstruire les capacités locales afghanes dans différents domaines, tout en encourageant l'investissement pour l'exploitation des ressources naturelles afghanes. Si l'Inde a signé un tel partenariat, avec d'autres de la région par ailleurs, c'est que l'Afghanistan est une clé de ses préoccupations à savoir celle de conforter son hégémonie contre le Pakistan et maintenir une influence vis-à-vis de la Chine. Il n'est donc pas étonnant que New Delhi a déployé des efforts certains au moment où les Accords de Doha ont été signés et que les forces militaires américaines se sont désengagées de l'Afghanistan.

II : De l'Afghanistan à l'Afrique du Nord et Moyen-Orient : L'heure des puissances émergentes ?

Chapitre 5 : L'Occident peut-il faire fléchir le gouvernement taliban ou l'inverse ?

Mohammed Loulichki

Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan et la reconquête, rapide et sans résistance notable, du pouvoir par les Talibans, a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire particulièrement tumultueuse de ce pays. La mise en œuvre de la décision américaine a suscité des remous sur le plan interne et des critiques sur le plan extérieur, particulièrement de la part des alliés et des partenaires de Washington. Les engagements pris par les Talibans en vertu de l'Accord signé le 29 février 2020 comportaient principalement l'obligation de ces derniers de s'abstenir de tout appui ou parrainage d'actes terroristes, de former un gouvernement inclusif et de respecter les droits humains. Toutefois, en l'absence de garanties juridiquement contraignantes pour la partie afghane, les pays occidentaux tablent sur les leviers de la reconnaissance, de l'allègement des sanctions et de l'aide humanitaire pour infléchir la politique des Talibans. Malgré leur importance, ces moyens de pression restent limités eu égard à l'effet relatif de la non-reconnaissance, au particularisme du peuple afghan et aux risques inhérents à une instrumentalisation

de l'aide humanitaire et du régime des sanctions qui risque de provoquer une catastrophe humanitaire en Afghanistan et une déstabilisation de l'ensemble de la région. Dans une conjoncture internationale dominée par les conséquences de la guerre en Ukraine, aucune des parties, occidentale ou afghane, ne veut faire des concessions au-delà de l'impératif humanitaire et les deux semblent s'accommoder du statu quo.

Chapitre 6 : La Russie retourne en Afrique

Khalid Chegraoui

Après la chute du mur de Berlin et celle de l'ex Union Soviétique, le semblant de primauté de la pensée unique occidentale plus américaine, les désillusions des sociétés africaines face aux nouveaux régimes et les semblants de transitions politiques / démocratiques au sein du continent, le recul des anciennes métropoles coloniales, l'arrivée des émergents, principalement du Moyen-Orient et de la Chine en Afrique, les USA et l'ère Trump, le retrait de l'Afghanistan, la guerre en Ukraine et les crises qui en découlent, il semble que le Continent africain est en phase de vivre de nouveaux bouleversements, par un retour des coups d'Etats en Afrique de l'Ouest, un regain d'intérêt international pour la mer Rouge, après la Chine et les pays du Moyen-Orient la Russie redécouvre ses relations africaines, l'Est Africain continue son ébullition, l'instabilité devient chronique dans la majorité des pays d'Afrique du Nord ... À partir de ce panorama, nous proposons de revisiter le Continent africain dans ses relations internationales à travers le suivi du retour de la Russie en Afrique et la continuité de l'implication des pays du Moyen-Orient dans les affaires du Continent.

PARTIE II : L'INDO-PACIFIQUE : CONTOURS ET ENJEUX

I : Contours géoéconomiques et géopolitiques

Chapitre 7 : AUKUS : contours géostratégiques

Alain Oudot de Dainville

L'annonce brutale de l'accord trilatéral AUKUS, finalisé en marge du G7 sans information préalable, l'agressivité de la diplomatie américaine, sont les témoins d'une stratégie unilatérale d'endiguement de l'Empire du Milieu. Après le

départ des troupes d'Afghanistan, les Américains tournés vers l'indo-pacifique creusent de nouvelles failles au sein de l'Alliance Atlantique. Les Etats-Unis et l'Australie sont de vieux partenaires militaires et stratégiques. L'Alliance dite « Five Eyes » sur le renseignement, avec le Royaume-Uni, le Canada et la Nouvelle-Zélande, remonte à la Seconde guerre mondiale et le dialogue Quadrilatéral de Sécurité (dit QUAD) avec l'Inde et le Japon de 2004 visait, selon l'ancien secrétaire d'Etat Mike Pompeo, à former un « OTAN asiatique ». L'accord AUKUS n'apporterait donc rien de bien nouveau, si ce n'est sa brutalité et la coopération sur les sous-marins, qui lui donnent une dimension inédite.

Chapitre 8 : La stratégie européenne dans l'Indo-Pacifique : entre ses enjeux et ses capacités

Larabi Jaïdi

Nouveau centre de gravité économique du XXI^e siècle, l'Indo-Pacifique connaît de profondes transformations stratégiques, marquées par la montée en puissance de la Chine et l'intensification de la compétition sino-américaine, dont la zone est devenue le principal théâtre. Les États-Unis affichent clairement que leur priorité stratégique est de contrer les ambitions de la Chine. Ils cherchent à l'endiguer et à la maintenir dans ses frontières terrestres. Pour atteindre cet objectif, il leur faut contrôler avec cohérence les deux océans tout en renforçant leurs alliances. De son côté, la Chine cherche à étendre son influence dans cette immense étendue d'eau et consolider son expansion. Les visages de cette nouvelle géopolitique ne cessent de secouer les postures de l'Union Européenne et interroger ses capacités. Consciente qu'elle est que son destin se joue en partie là-bas.

Chapitre 9 : La stratégie américaine dans la zone indo-pacifique

Olivier Tramond

Au XX^{ème} siècle, la stratégie américaine dans le Pacifique face à l'empire du Soleil Levant, après l'attaque de Pearl Harbour (7 décembre 1941), est de sécuriser une diagonale Californie - Sydney puis de reprendre de vive force le contrôle des zones conquises par le Japon. Cette sanglante campagne (1942-1945) pour la liberté sur le front Pacifique, puis les guerres de Corée (1950-1953) et du Vietnam (1955-1975), laissent aux Américains une vive conscience de leurs intérêts et responsabilités dans l'immense région de l'Asie Pacifique. Il y a toujours une corrélation directe entre les intérêts économiques et la stratégie des puissances. L'Asie-Pacifique, aujourd'hui élargie à l'Indo-Pacifique (IP), est désormais le centre de la compétition géopolitique Sino-Américaine. La

stratégie américaine est celle du containment de la Chine. La redéfinition des zones de cette région entraîne la redéfinition des alliances traditionnelles mondiales (OTAN) et régionales (Quads - AUKUS ...). La zone IP est convoitée, elle est devenue le nouveau centre de gravité du monde. Ceci rebat toutes les cartes commerciales, stratégiques, militaires et politiques.

II : Enjeux du positionnement géostratégique

Chapitre 10 : La position de l'Inde dans l'Indo-Pacifique

Rodolphe Monnet

L'océan Indien a toujours été un espace maritime traversé par des artères d'échanges alimentant en biens, puis en énergies fossiles, les principales zones économiques mondiales. La profondeur des rapports qu'il entretient avec l'Inde est intimement liée à un processus historique qui se rattache à l'accession à l'indépendance de l'Inde. Jusqu'en 1858, l'Inde est constituée de petits États qui n'étaient pas unifiés. Ce n'est que le Raj britannique qui apportera cette unification. Or la puissance coloniale britannique a bridé toute forme d'expression d'autorité et d'influence indiennes et ce, jusqu'à l'indépendance en 1947. Le pays nouvellement constitué s'est ainsi ouvert à la possibilité d'envisager une projection vers son espace proche, l'océan Indien. Une projection qui au fil des décennies a été sujette à des évolutions politiques tant intérieures qu'extérieures qui ont façonné la perception et la projection dans l'Océan Indien.

Chapitre 11 : Les Outre-mer dans la stratégie indo-pacifique française : le Grand large et l'Europe ?

Florent Parmentier

La rivalité sino-américaine joue dès aujourd'hui un rôle structurant dans l'espace indopacifique, entraînant des risques de rupture sur le plan économique (flux commerciaux), environnemental, géopolitique (émergence de nouvelles puissances) ou technologique, poussant les autres puissances à un aggiornamento devenu nécessaire. La France, ainsi que les Européens, se trouvent à présent confronté à ce défi. L'Indopacifique constitue pour ces derniers un « Grand large », pour paraphraser l'expression célèbre de Winston Churchill. Plutôt qu'une opposition entre « Grand large » et Europe, le dilemme français consiste, pour les prochaines années, à faire converger ces deux approches, notamment grâce aux Outre-mer. Emmanuel Macron note ainsi dans son avant-propos à la stratégie indopacifique française : « La stratégie Indopacifique française, dont j'ai posé au

printemps 2018 les principes et les lignes d'action, repose sur le constat des profondes transformations stratégiques en cours dans cet espace, et du rôle de la France grâce aux départements et collectivités d'Outre-mer. » Si la présence française est ancienne, territoriale, l'Indopacifique reste une « idée neuve » en Europe, dans l'ombre des Etats-Unis, de la Chine, mais aussi de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique). Aussi faut-il se demander dans quelle mesure la France, en s'appuyant sur ses Outre-mer, peut-elle passer d'une « puissance résidente » à une « puissance d'influence » à même de contribuer à stabiliser la région ? Si les Outre-mer font de la France une puissance résidente dans la région indopacifique, soucieuse de défendre sa souveraineté, devenir une puissance d'influence suppose de pouvoir s'appuyer sur l'Union européenne, sans pour autant s'y résumer.

Auteurs

Abdelhak Bassou

Pascal Chaigneau

Khalid Chegraoui

Alain Oudot de Dainville

Larabi Jaïdi

Mohammed Loulichki

Rodolphe Monnet

Florent Parmentier

Olivier Tramond

Coordination de l'ouvrage

Imane Lahrich

